

SOMMAIRE

But de l'étude et méthodologie

Dans cette étude, les Associés de recherche EKOS explorent les points de vue des membres des Premières nations vivant dans une réserve sur des questions d'ordre personnel, social, économique et politique qui les touchent de près. Les résultats présentés ci-dessous ont pour but d'aider à la mise au point de politiques et de stratégies qui reflètent leur opinion et contribuent à combler leurs besoins.

L'étude repose sur des techniques de recherche aussi bien quantitatives que qualitatives portant sur une vaste gamme de questions liées les unes aux autres. Ce document présente les faits saillants des trois instruments de l'étude groupée sur les Premières nations.

- 1) un sondage téléphonique auprès de 2 002 membres d'une Première nation vivant dans une réserve, réalisé en février et mars 2005, incluant au-dessus de 500 cas de jeunes Autochtones âgés de 16 à 24 ans;
- 2) un second sondage téléphonique auprès de 2 206 membres d'une Première nation vivant dans une réserve, réalisé en mai et juin 2005, incluant 570 cas de jeunes Autochtones;
- 3) huit discussions de groupe (quatre avec des adultes et quatre avec des jeunes) tenues en juin 2005 à Edmonton, North Battleford, Fort Frances et Montréal.

Les conditions de vie dans la réserve

Les membres des Premières nations sont partagés quant à l'état de l'économie dans leur réserve : autant qualifient leur économie de bonne qu'ils le sont à la qualifier de mauvaise. Les différences régionales sont importantes (les évaluations étant davantage positives dans l'Est), et les habitants des réserves rurales voient leur économie d'un moins bon œil que ceux des réserves urbaines. C'est aussi ce que révèlent les discussions de groupe où les participants affirment que l'économie de leur réserve est souvent en très mauvais état et que beaucoup d'emplois dépendent des fonds publics. La plupart des membres d'une Première nation qui vivent dans une réserve croient que les Canadiens non autochtones seraient assez intéressés tout au moins à visiter leur collectivité, et certains résidents des réserves pensent que le tourisme pourrait contribuer au développement économique de leurs collectivités. Pour beaucoup, aussi, le tourisme pourrait avoir comme effet secondaire de dissiper les impressions négatives au sujet des Autochtones.

Bien que les résidents jugent leur qualité de vie assez élevée et s'attendent à ce qu'elle le demeure et même qu'elle s'améliore, ils se montrent beaucoup moins positifs en ce qui concerne des aspects particuliers de la vie dans la réserve (comme le logement, l'eau). La seule exception réside dans une

évaluation positive du degré de soutien psychologique et social obtenu dans la collectivité. Placés devant une liste d'autres ressources et services communautaires – eau potable, éducation, soins de santé et développement des enfants en bas âge – moins de la moitié des membres des Premières nations les qualifient de bons dans leur réserve (et en ce qui concerne l'eau potable, le tiers la qualifient de mauvaise). La qualité des logements et leur nombre, les occasions d'emploi et la sécurité en matière de crime et de violence obtiennent les notes les plus basses. Plus de la moitié des membres des Premières nations sont également d'avis que la consommation de drogue et d'alcool constitue un « problème très sérieux » dans leur collectivité.

Du point de vue de l'organisation et de l'administration de leurs collectivités, près de quatre sur dix affirment que les écoles, les routes et le service postal sont bien gérés dans leur réserve. Une importante minorité n'est toutefois pas de cet avis. Invités à préciser s'ils croient avoir leur mot à dire dans la conduite des affaires de leur collectivité, les répondants sont partagés avec autant (d'un peu plus du tiers) disant qu'ils ne croient pas que ceux disant qu'ils croient avoir leur mot à dire.

Le logement et l'éducation arrivent en tête de liste des domaines que les résidants nomment comme ayant besoin de l'attention la plus urgente dans leur collectivité. En associant ces réponses aux évaluations de la qualité, il se dégage trois domaines de faible qualité et qui requièrent une attention urgente : le logement, la consommation de drogue et d'alcool ainsi que l'emploi.

Attitudes des membres des Premières nations

Les membres des Premières nations croient fermement qu'il leur appartient personnellement de laisser aux futures générations une collectivité en meilleur état (ils sont d'accord près de neuf fois sur dix). Cela se reflète dans le taux de participation élevé aux activités communautaires; 70 p. 100 ont fait du bénévolat dans leur milieu au cours de la dernière année (taux de beaucoup supérieur à celui de la population en général) et la majorité des habitants d'une réserve ont aussi donné de l'argent à un organisme de charité local (et/ou dans une moindre mesure à un organisme de charité national) dans la dernière année.

Les résidants répondant au sondage ont aussi été interrogés sur les moyens les plus importants et efficaces pour améliorer la vie des membres des Premières nations. Des cinq possibilités offertes, le respect et la mise en application des droits issus de traités est jugée la plus importante, suivie de près par le règlement des revendications territoriales et l'augmentation du territoire et des ressources dont disposent les membres des Premières nations. Fait intéressant, alors que le *concept* d'autonomie gouvernementale revêt une importance cruciale pour les membres des Premières nations et constitue un excellent moyen d'obtenir des améliorations, l'expression déplaît à plusieurs, laisse craindre le retrait de certains programmes, l'érosion des droits issus de traités et elle soulève des inquiétudes en matière de responsabilisation.

Perception du gouvernement

Les membres d'une Première nation vivant dans une réserve perçoivent de façon plutôt négative le rendement du gouvernement à tous les niveaux. En ce qui concerne les trois niveaux de gouvernement, la

proportion de répondants qui qualifient le rendement gouvernemental de mauvais est plus forte que celle de ceux qui le qualifient de bon (quoique, marginalement, ils jugent plus positivement le rendement de leur bande). Leur note est quelque peu inférieure à celle que la population en général accorde au gouvernement fédéral, mais les membres des Premières nations évaluent leur gouvernement provincial et l'administration de leur bande beaucoup moins bien que ne le fait la population en général de son gouvernement provincial et de son administration municipale.

Les données recueillies confirment la documentation antérieure selon laquelle les Autochtones ne participent pas autant que les autres Canadiens à la vie politique ordinaire. Il se dégage une différence significative entre la participation électorale des membres des Premières nations (54 p. 100), selon le présent sondage (touchant les élections provinciales ou fédérales les plus récentes¹), et celle de la population en général (83 p. 100) (qui aurait voté aux dernières élections fédérales²). Il est toutefois à noter que ces deux taux sont probablement supérieurs à la réalité (en effet, selon les données d'Élections Canada, 61 p. 100 des électeurs inscrits sont allés voter au Canada aux élections fédérales de 2004). La raison la plus souvent invoquée au cours du sondage par les membres des Premières nations qui n'ont pas voté aux dernières élections fédérales ou provinciales (et confirmée lors des discussions de groupe) est celle du manque d'intérêt pour la politique en général.

Les membres d'une Première nation vivant dans une réserve sont beaucoup plus susceptibles d'avoir exercé leur droit de vote pour l'élection du conseil de bande que lors des dernières élections provinciales ou fédérales. En ce qui concerne le cinquième des membres d'une Première nation vivant dans une réserve qui n'ont pas voté à la dernière élection de leur conseil de bande, les raisons les plus souvent citées sont les suivantes : le manque de temps, le fait d'être à l'extérieur de la collectivité au moment du scrutin et le refus de voter quelles que soient les élections.

Comme la majorité des Canadiens, les membres des Premières nations qui vivent dans une réserve estiment que le gouvernement devrait se préoccuper avant tout d'éducation et de soins de santé. Cependant, les habitants des réserves diffèrent des autres citoyens par leur grand intérêt pour le logement. Des préoccupations pour l'éducation de même que le logement et les sans-abri augmentent au fil du temps (de cinq points de pourcentage dans chaque cas depuis novembre 2003). Le problème de l'alcoolisme et de la toxicomanie acquiert aussi de l'importance.

Interrogés au sujet des priorités gouvernementales pour les jeunes, près de la moitié des membres d'une Première nation répondent nettement que la plus grande priorité est l'éducation (et la réponse est encore plus nette parmi les jeunes eux-mêmes). Viennent ensuite la toxicomanie et l'alcoolisme (priorité un peu plus forte qu'en 2003), les programmes et aménagements récréatifs, puis l'emploi.

¹ Question posée au printemps 2005, se référant, dans le cas d'une élection fédérale, à l'élection de 2004.

² Se référant aussi à l'élection (fédérale) de 2004.

La communication avec le gouvernement

Environ le tiers des membres des Premières nations qui vivent dans une réserve se renseigneraient sur un programme ou un service du gouvernement au bureau de la bande tandis que les deux tiers communiqueraient directement avec le gouvernement (p. ex., par courriel, au moyen d'une ligne téléphonique sans frais ou en personne). Au cours des trois mois précédents, près du quart des habitants d'une réserve ont communiqué avec le gouvernement fédéral par l'intermédiaire de leur conseil de bande ou de tribu, et ils sont à peu près la même proportion à avoir communiqué directement avec le gouvernement fédéral (la prise de contact au moyen d'un site Web ayant augmenté depuis 2002). Ceux qui communiquent avec le gouvernement recherchent, dans des proportions semblables, de l'information ou un service particulier, la demande se rapportant le plus souvent aux soins de santé, aux services sociaux, à l'impôt ou à l'éducation. Six personnes sur dix ayant récemment communiqué avec le gouvernement ont trouvé ce qu'elles cherchaient, et quatre sur dix jugent que le service était en général de bonne qualité (une personne sur quatre qualifie la qualité de mauvaise). De l'avis des répondants, l'information ou le service était en soi, de façon générale, facile à trouver et à comprendre.

Malgré leur niveau de satisfaction tout de même moyen touchant leur communication la plus récente avec le gouvernement, les membres des Premières nations évaluent de manière beaucoup plus négative dans son ensemble la prestation des services gouvernementaux à leur égard. En comparaison, ils donnent une note beaucoup plus faible que celle qu'ils accordent au service offert à la population canadienne en général (44 p. 100 jugent que le service offert aux membres des Premières nations est de mauvaise qualité, en comparaison de 28 p. 100 pour le service offert à l'ensemble des Canadiens). Le phénomène se dénote à plusieurs endroits tout au long de nos observations où l'on voit que l'impression générale touchant le niveau et la qualité du service ne découle pas de leur expérience personnelle, laquelle est plus positive. Il n'y a peut-être pas de quoi s'étonner quand on sait que, depuis la Commission Gomery, bien des Canadiens sont portés à critiquer le gouvernement et ce qu'il peut offrir, sans égard à ce que leur propre expérience peut leur donner à penser. Le même phénomène se remarque au sein de la population tout entière.

Les communications gouvernementales

Les membres des Premières nations mentionnent plusieurs moyens par lesquels le gouvernement fédéral pourrait communiquer efficacement avec les Canadiens et Canadiennes, dont le courrier, les dépliants et bulletins d'information, les médias et le bureau du conseil de bande. Les sources écrites ou lues, notamment Internet, semblent gagner en popularité avec le temps et l'intérêt pour *Dernières nouvelles*, le bulletin du gouvernement du Canada qui s'adresse aux Autochtones, est relativement élevé (près de trois répondants sur dix se souviennent de l'avoir vu et près de neuf sur dix seraient intéressés à le lire). En même temps, s'ils avaient le choix, les membres des Premières nations préféreraient recevoir de l'information du gouvernement fédéral deux fois plus par le biais de sources autochtones que de sources non autochtones (i.e., radio, journaux et télévision autochtones), selon les résultats des sondages. En outre, les membres trouvent les sources d'information autochtones plus fiables que les sources non autochtones, quoique la confiance à l'égard de toutes les sources (autochtones aussi bien que non autochtones) soit à la baisse.

Racisme et discrimination

Les résultats indiquent que les Autochtones qui vivent dans une réserve voient d'un œil assez positif leurs rapports avec l'ensemble de la population canadienne. En fait, ceux dont l'opinion est positive sont presque trois fois plus nombreux que les autres. Près de quatre fois sur dix, les membres d'une Première nation vivant dans une réserve estiment que les rapports actuels entre les Autochtones et les autres Canadiens sont bons et s'améliorent avec le temps.

Néanmoins, un grand nombre d'Autochtones vivant dans une réserve — quatre sur dix — disent avoir éprouvé du racisme et de la discrimination au cours des deux dernières années et affirment, dans une proportion semblable, que le racisme et la discrimination à l'égard des membres des Premières nations se produisent « assez souvent » ou « tout le temps », d'après ce qu'ils ont vu, entendu ou vécu. Les participants des discussions de groupe ont été surpris des résultats de sondage; il s'agit, à leur avis, d'une sous-estimation de la véritable envergure du racisme et de la discrimination qui se pratiquent, selon eux, de manière à peu près universelle. Fait particulièrement intéressant, alors que le tiers des résidents des réserves croient que le racisme et la discrimination ne se pratiquent qu'à l'extérieur de la réserve, pour les deux tiers le problème est présent dans la réserve et à l'extérieur.

La mobilité

Un peu plus des trois quarts des membres d'une Première nation vivant dans une réserve ont un membre de leur famille ou un ami intime qui a vécu en dehors de la réserve au cours des deux dernières années et ils sont trois sur dix à avoir eux-mêmes vécu hors réserve durant cette période. Ce dernier chiffre ne donne pas une idée juste des personnes qui sont allées récemment vivre à l'extérieur de la réserve car bon nombre d'entre elles ont pu décider de ne pas y revenir et ne pouvaient donc pas faire partie de cet échantillon d'Autochtones vivant dans une réserve. Il reflète plutôt le va-et-vient entre la réserve et l'extérieur au fil du temps. La vie en dehors de la réserve est presque uniquement une affaire de jeunes. Alors que plus de la moitié des jeunes (moins de 35 ans) ont vécu à l'extérieur de la réserve dans les deux dernières années, seulement un cinquième des personnes plus âgées (35 et plus) l'ont fait au cours de cette période. Les départs sont surtout attribuables à l'emploi et aux études. Ce sont les mêmes raisons pour lesquelles les jeunes quittent leurs collectivités de Première nation. Invités à dire s'ils envisagent de quitter la réserve à l'avenir, plus de quatre sur dix indiquent qu'ils envisagent de le faire, et cette proportion est encore plus forte dans les provinces de l'Ouest et parmi les jeunes de moins de 35 ans.

Le logement

Preuve des vives différences sémantiques et culturelles entre les membres des Premières nations et la population en général en matière de propriété foncière, les deux tiers des répondants des sondages disent que la maison où ils habitent leur appartient. Le quart d'entre eux se disent locataires et moins d'un répondant sur dix indique qu'il habite dans une maison qui appartient à la bande. Parmi ceux qui ne sont pas propriétaires de leur résidence, la plupart aimeraient le devenir (s'ils en avaient les moyens) et la plupart encore préféreraient conserver leur logis actuel au lieu de payer un loyer afin de vivre dans une

maison plus confortable. Les discussions de groupe ont permis d'approfondir la notion de propriété foncière et d'apprendre que, pour plusieurs, la « propriété » est comprise dans son sens le plus large, c'est-à-dire le fait d'être propriétaire d'une structure qui peut être déplacée, échangée ou rénovée si jugé nécessaire. Cependant, comme certains participants l'ont signalé, les dispositions actuelles ne permettent pas aux membres des Premières nations d'amasser de l'actif comme les autres propriétaires.

La santé

Pour les habitants des réserves, le diabète constitue le plus souvent le principal problème de santé auquel font face les membres de leur collectivité, suivi (de loin en second) par l'alcoolisme et la toxicomanie (ce qui laisse quelque peu entendre que les membres des Premières nations ne considèrent pas vraiment la consommation de drogue et d'alcool comme un problème de santé). Tandis que neuf résidents sur dix affirment qu'il existe un centre de santé communautaire dans leur collectivité, la qualité des soins de santé disponibles dans la collectivité est jugée très mauvaise (quatre sur dix la qualifient de moyenne seulement et deux sur dix, de mauvaise). Par contre, la plupart croient que la qualité des soins de santé dans les réserves est la même ou meilleure que dans les autres collectivités canadiennes (seulement un répondant sur cinq la juge moins bonne) et ils sont d'avis que la qualité des soins est demeurée stable ou s'est améliorée avec les années. De plus, les résidents des Premières Nations se montrent plutôt satisfaits de la qualité des soins de santé qu'ils ont eux-mêmes reçus dans la dernière année. Quatre habitants d'une réserve sur dix savent que le gouvernement fédéral a la responsabilité de fournir les services de santé aux membres des Premières nations qui vivent dans une réserve.

L'enseignement postsecondaire

Les jeunes des réserves ont, comme les autres jeunes Canadiens, de grandes aspirations en matière d'éducation – sept sur dix espèrent terminer des études postsecondaires (EPS). Les parents ont des aspirations tout aussi élevées pour leurs enfants. Alors que la plupart des jeunes répondants du sondage disent croire qu'ils atteindront leurs objectifs scolaires, les participants des discussions de groupe n'ont pas beaucoup de projets concrets en vue de fréquenter le collège ou l'université. Le manque de ressources financières est perçu comme l'obstacle le plus important pour les jeunes des réserves qui veulent faire des études postsecondaires. Ils éprouvent aussi d'autres problèmes que ceux d'ordre financier. Selon les résultats de sondage, des obstacles comme l'absence de modèles, le manque d'encouragement à poursuivre des EPS, l'alcoolisme, la toxicomanie ou la grossesse, les difficultés d'adaptation à la vie hors réserve et une préparation scolaire inadéquate à l'école secondaire (confirmés lors des discussions de groupe) viennent tous affecter l'aptitude des jeunes à poursuivre des études postsecondaires et à les réussir. Le profil des jeunes des Premières nations qui comptent faire des études postsecondaires révèle qu'ils en sont à une étape de leur vie différente de celle de la moyenne des étudiants puisqu'ils sont en assez grande proportion plus âgés et ont déjà des personnes à charge.

Tandis que les répondants estiment que c'est aux gouvernements qu'il revient surtout de payer les EPS, la plupart croient que les parents et les étudiants ont aussi un rôle financier à jouer. Environ quatre jeunes sur

dix qui envisagent de faire des EPS et une proportion semblable de parents affirment que quelqu'un (enfant, parent ou autre membre de la famille) met de l'argent de côté en vue de ces études.

Crime et services policiers

Bien que les habitants des réserves n'évaluent pas de manière très positive la protection de leur collectivité contre le crime et la violence, les membres des Premières nations sont généralement d'avis qu'il n'y a pas plus de crimes de commis dans leur collectivité que dans les autres réserves et, dans bien des cas, qu'il y en a moins. De même, environ la moitié des membres des Premières nations croient que la criminalité dans leur réserve est à peu près équivalente à celle des autres villes ou municipalités canadiennes et, pour environ le tiers des répondants, elle est inférieure dans leur réserve. Les habitants des réserves, tout comme les Canadiens des autres collectivités, croient qu'il y a un risque plus élevé de crime contre la propriété que de risque de crime avec violence, comme dans le cas des agressions, ou de risque de désordre civil, y compris les activités de gang.

Les membres des Premières nations vivant dans une réserve ne pensent pas grand bien de leur police locale. Beaucoup d'entre eux pensent qu'il n'y a pas assez de policiers qui patrouillent les rues de leurs collectivités. Les relations entre la police et les citoyens suscitent des divergences de vue. Moins de la moitié des répondants qualifient leurs services policiers locaux de bons pour ce qui est de protéger les citoyens et près du tiers jugent bien le rendement de leur police locale pour ce qui est de faire respecter la loi. Le rendement de la police est qualifié de mauvais lorsqu'il s'agit de répondre avec empressement à un appel et de fournir de l'information sur les moyens de réduire la criminalité. La question du temps de réponse a été abordée dans les discussions de groupe et les participants estiment que les services policiers sont réactifs (plutôt que proactifs) dans leur approche et que le temps de réponse est trop long (ce qui est attribuable au manque de ressources humaines et aux vastes distances à parcourir).

Patrimoine et culture

Sept membres d'une Première nation vivant dans une réserve sur dix prennent part à des activités traditionnelles ou culturelles, chiffre à la hausse depuis 2003. Bien que la disponibilité des activités et les occasions de participer à des manifestations traditionnelles varient selon la réserve, les participants des discussions de groupe insistent sur l'importance des activités traditionnelles pour susciter la fierté, redonner de l'estime de soi et rétablir la santé de la collectivité.

Les sondages montrent que près de la moitié des membres d'une Première nation vivant dans une réserve ont appris et comprennent toujours une langue autochtone.

Il y a consensus sur l'importance de conserver sa langue autochtone (plus de neuf sur dix affirment qu'il est important pour eux de conserver leur langue autochtone, de l'apprendre ou de la réapprendre), la priorité allant un peu plus à la langue parlée qu'à la langue écrite. Les participants des discussions de groupe insistent aussi sur l'importance de la langue traditionnelle et recommandent d'accorder une forte priorité à l'apprentissage de la langue autochtone dans le programme scolaire.

Internet

Un peu plus de la moitié des membres des Premières nations qui vivent dans une réserve se sont servi d'Internet au cours des trois derniers mois. Ce chiffre est assez stable depuis le taux de 51 p. 100 obtenu en 2001 et il est, bien qu'étonnamment élevé, sensiblement inférieur à celui de la population en général. Les internautes s'intéressent de manière importante aux sites Web qui s'adressent aux Autochtones dans les domaines de la formation, de l'apprentissage ainsi que de la culture, des arts et du patrimoine.

Opinion des membres des Premières nations vivant dans une réserve : résultats de l'étude

Étude groupée de EKOS

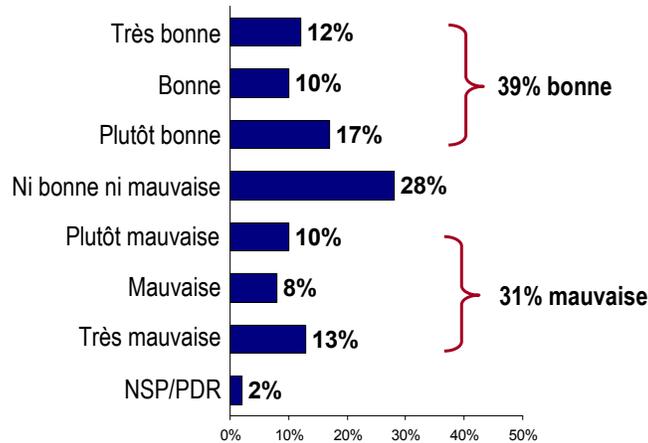


Février 2006
www.ekos.com

Conditions de vie dans la collectivité

Évaluation économique

« Comment évaluez-vous l'économie dans votre collectivité de Première nation? »

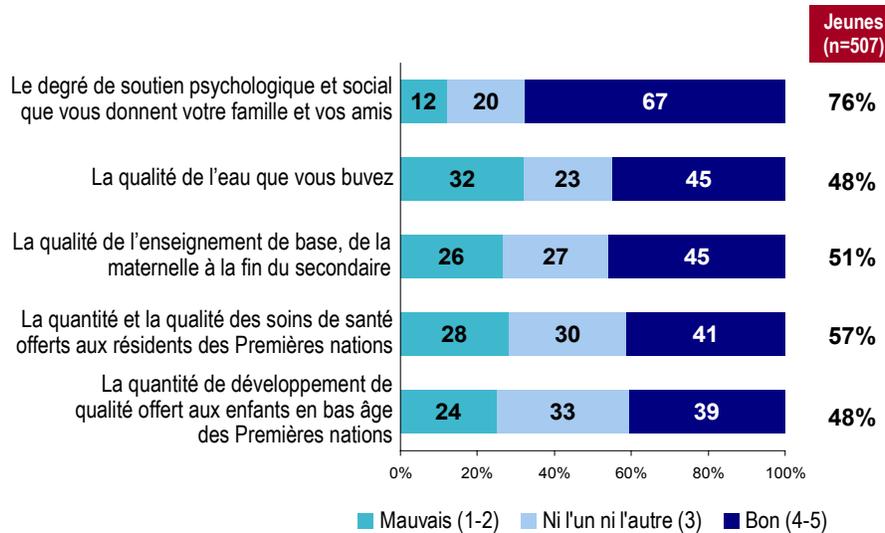


Étude groupée 2005 de EKOS sur les Premières nations

n=2206

Conditions de vie dans la réserve (a)

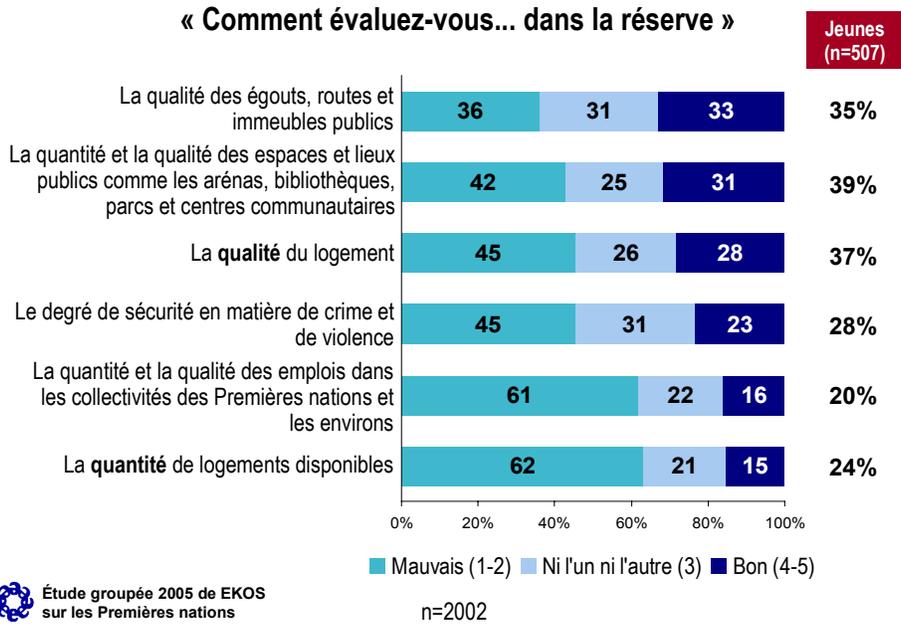
« Comment évaluez-vous... dans la réserve? »



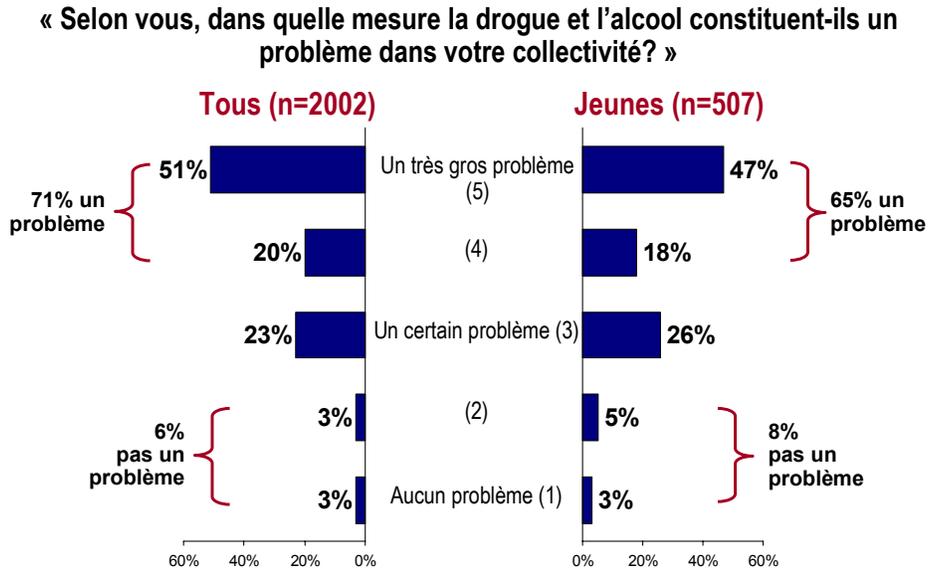
Étude groupée 2005 de EKOS sur les Premières nations

n=2002

Conditions de vie dans la réserve (b)

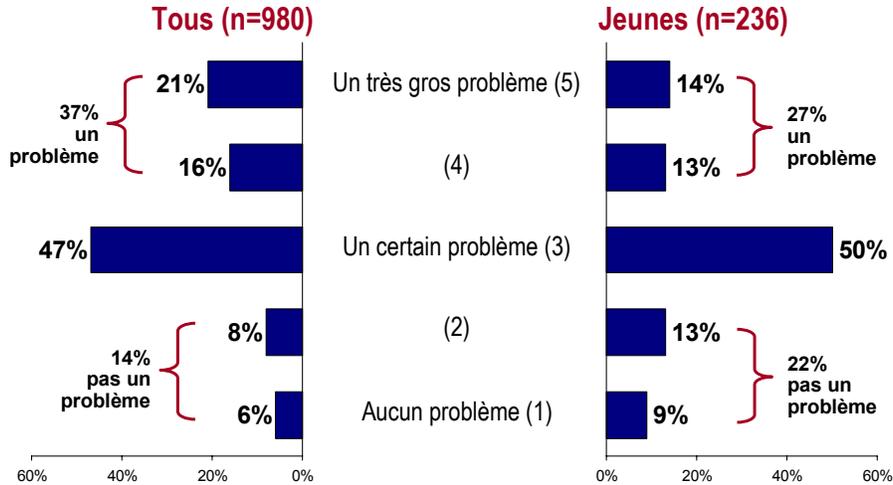


La drogue et l'alcool



Violence conjugale ou familiale

« Selon vous, dans quelle mesure la violence conjugale ou familiale constitue-t-elle un problème dans votre collectivité? »



Étude groupée 2005 de EKOS sur les Premières nations

n=demi-échantillon

Domaines nécessitant une attention plus urgente

« Quels sont dans votre collectivité de Première nation les domaines qui ont besoin de l'attention la plus urgente afin d'améliorer la vie des résidents? »

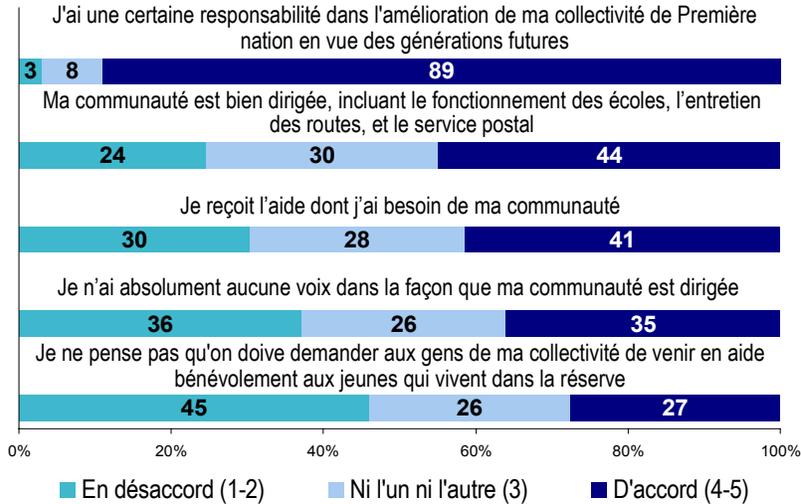


Étude groupée 2005 de EKOS sur les Premières nations

n=1998

Attitudes envers la communauté

« Selon vous, dans quelle mesure êtes-vous en accord ou en désaccord avec les énoncés suivants? »



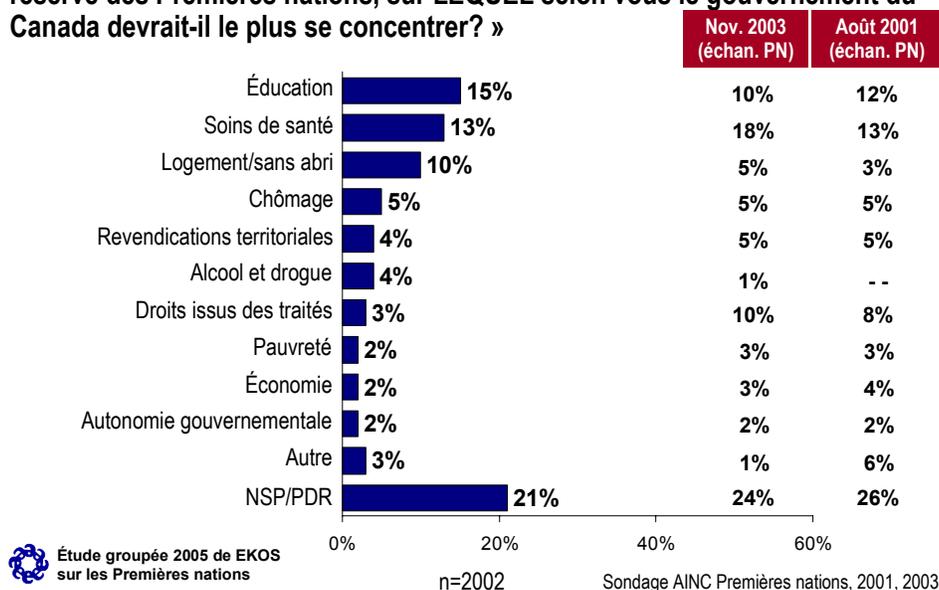
Étude groupée 2005 de EKOS
sur les Premières nations

* «... pour faire du monde une meilleure place...»

Priorités gouvernementales et rendement

Priorités gouvernementales

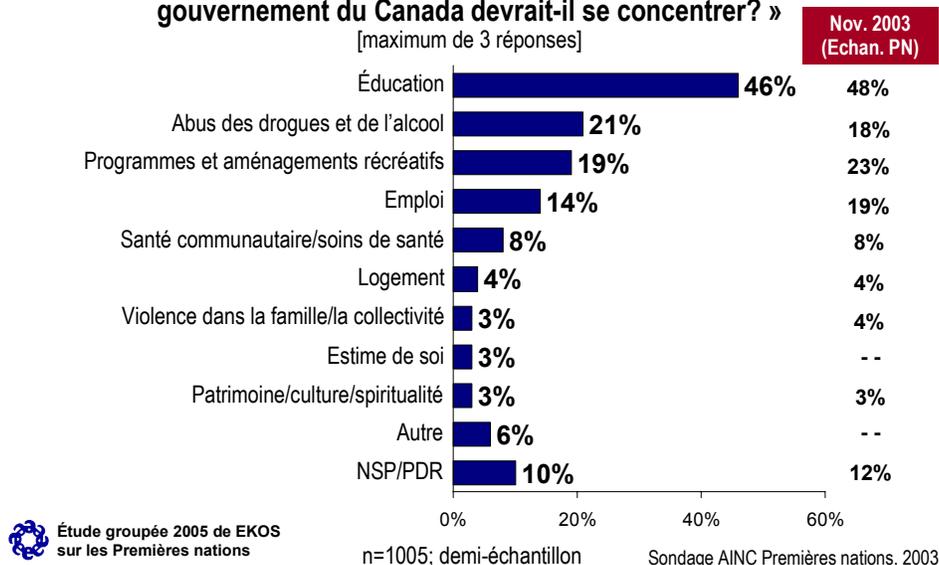
« En ce qui concerne les problèmes actuels des personnes vivant dans une réserve des Premières nations, sur LEQUEL selon vous le gouvernement du Canada devrait-il le plus se concentrer? »



Priorités de premier plan pour les jeunes

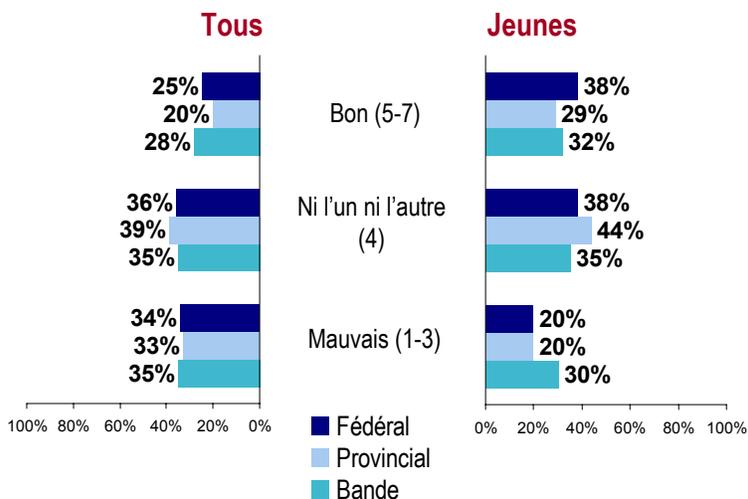
« Et en ce qui concerne plus précisément les problèmes des jeunes Autochtones canadiens qui vivent dans les réserves, sur quoi selon vous le gouvernement du Canada devrait-il se concentrer? »

[maximum de 3 réponses]



Rendement du gouvernement

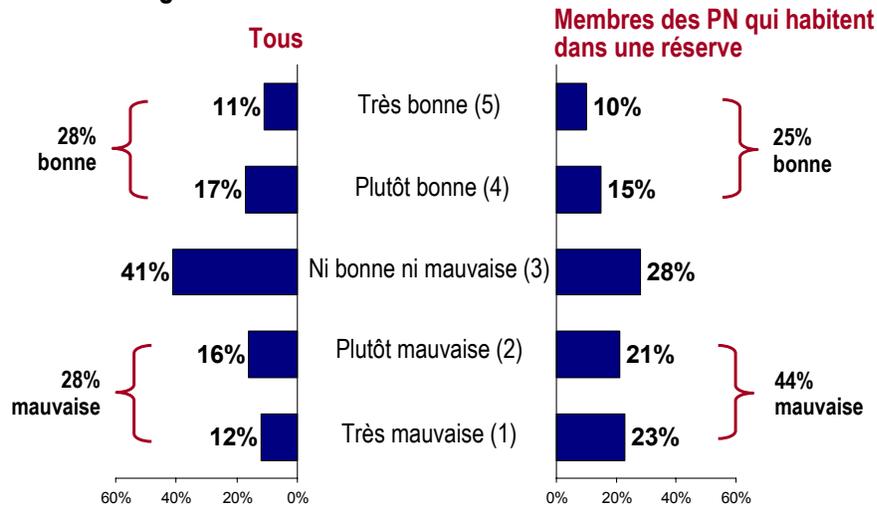
« Comment évaluez-vous en général le rendement... ? »



Étude groupée 2005 de EKOS sur les Premières nations

Qualité des services fournis

« Comment évaluez-vous la qualité générale des services que le gouvernement du Canada fournit à/aux... ? »

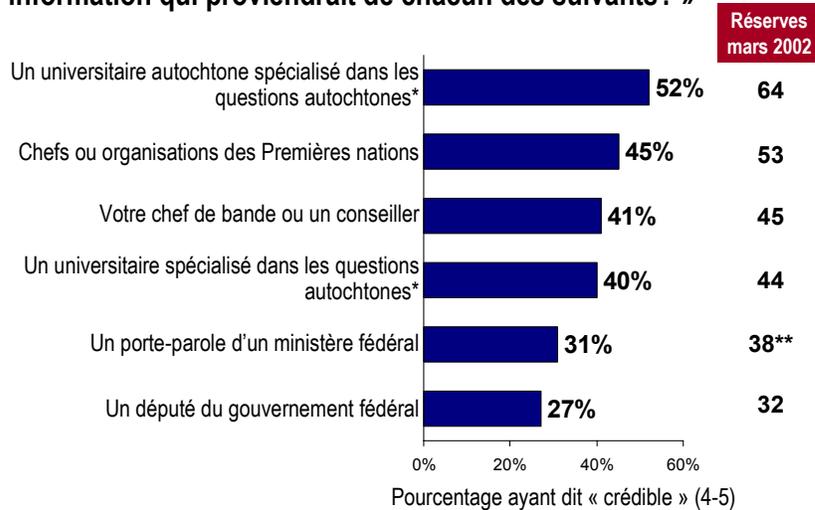


Étude groupée 2005 de EKOS sur les Premières nations

n=2206

Crédibilité de l'information selon la source

« Dites-moi dans quelle mesure vous trouveriez crédible de l'information qui proviendrait de chacun des suivants? »



 Étude groupée 2005 de EKOS
sur les Premières nations

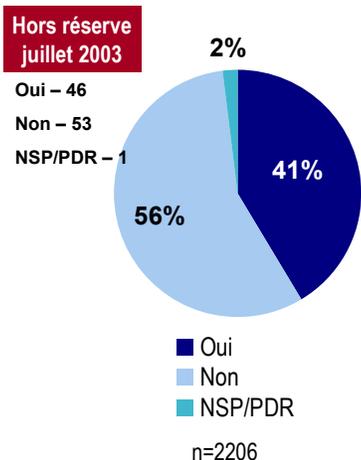
n=800; * échantillon partiel

** « ...un représentant officiel de l' AINC » Sondage AINC Premières nations, 2002

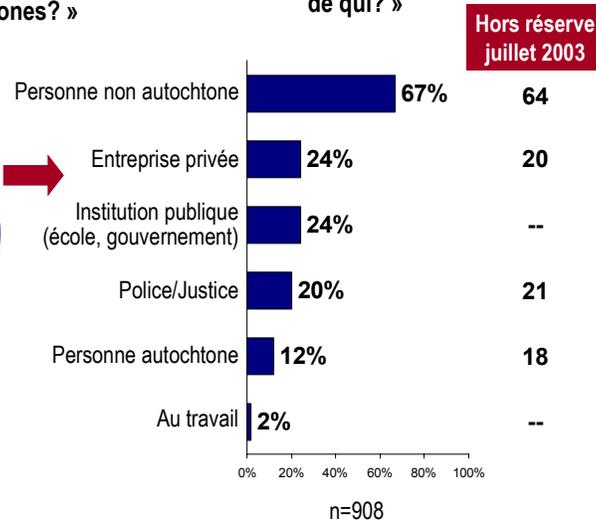
Racisme, discrimination et relations avec les autres Canadiens

Racisme et discrimination (a)

« Ces deux dernières années, avez-vous été victime de racisme ou de discrimination en raison de vos origines autochtones? »



« Pouvez-vous me dire de la part de qui? »

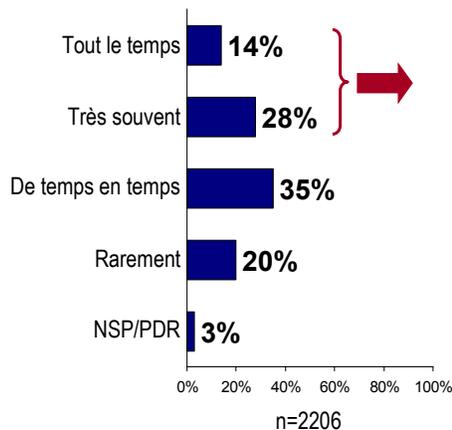


Étude groupée 2005 de EKOS sur les Premières nations

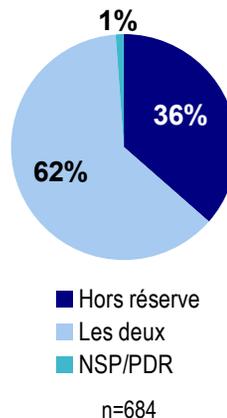
Autochtones vivant hors réserve, 2003

Racisme et discrimination (b)

« D'après ce que vous avez vu ou éprouvé vous-même, à quelle fréquence les membres des Premières nations vivant dans une réserve font-ils l'objet de discrimination ou de racisme? »



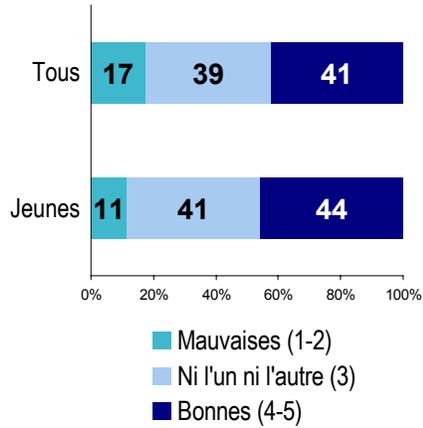
« Et d'après ce que vous avez vu, entendu ou éprouvé vous-même, la discrimination ou le racisme (pour quelque raison que ce soit) se pratiquent-ils seulement hors réserve ou également au sein des collectivités des Premières nations? »



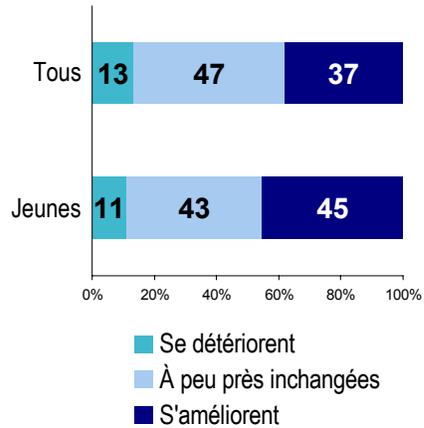
Étude groupée 2005 de EKOS sur les Premières nations

Relations actuelles

« Comment qualifieriez-vous les relations actuelles entre les Autochtones et les autres Canadiens? »



« En général, trouvez-vous que les relations entre les Autochtones et les autres Canadiens s'améliorent, se détériorent ou demeurent à peu près inchangées? »



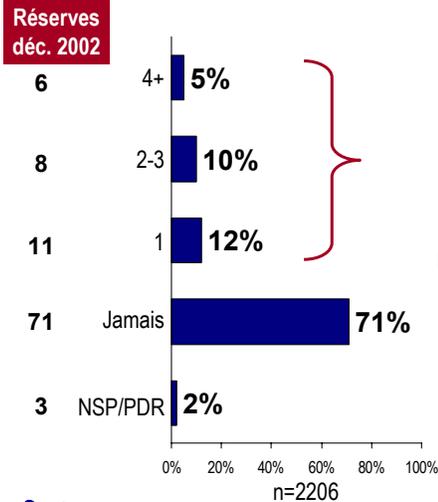
Étude groupée 2005 de EKOS
sur les Premières nations

n=2002

Tendances de la mobilité

Vivre, personnellement, hors réserve

« Ces deux dernières années, combien de fois avez-vous vécu à l'extérieur de votre collectivité de Première nation? »



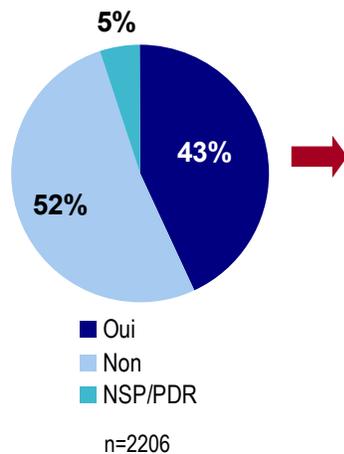
Étude groupée 2005 de EKOS sur les Premières nations

« Quelle était votre principale raison d'aller vivre à l'extérieur de la réserve? »



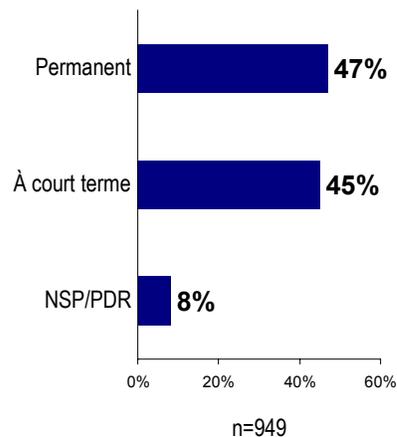
Projets de déménagement

« Prévoyez-vous quitter votre réserve et aller vivre à l'extérieur d'ici trois à cinq ans? »



Étude groupée 2005 de EKOS sur les Premières nations

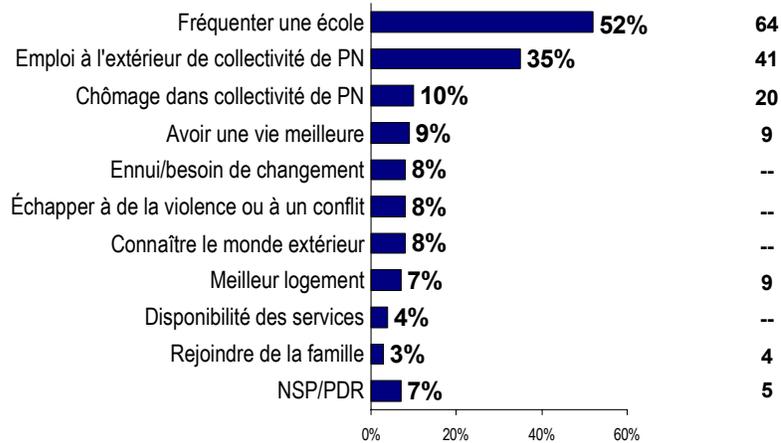
« Quand vous allez déménager, est-ce que ce sera un changement permanent ou à court terme? »



Raisons pour partir

« En général, que pensez-vous est la principale raison pour les jeunes de quitter votre communauté de Première Nation? »

Réserve
déc. 2002



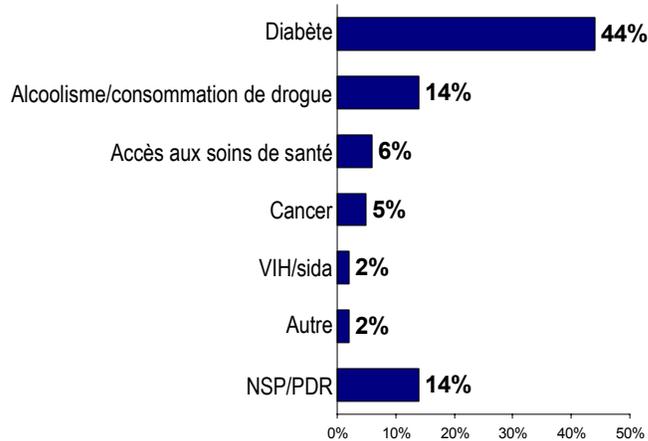
Étude groupée 2005 de EKOS
sur les Premières nations

n=1456;
jeunes et parents au-dessus de 25 ans



Problème de santé le plus important

« Selon vous, quel est aujourd'hui le problème de santé le plus important pour les gens de votre collectivité? »



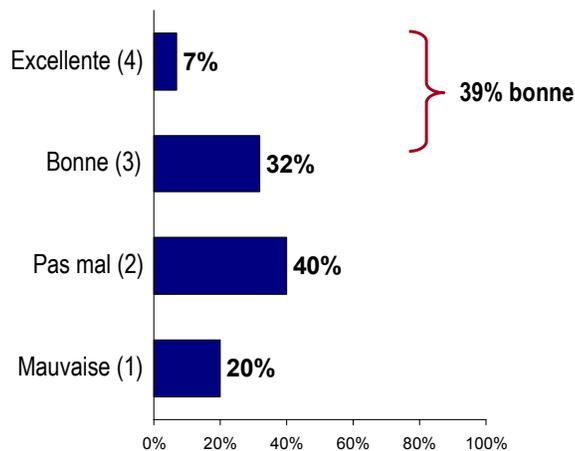
Seuls les items de 2% ou plus sont indiqués sur ce graphique

 Étude groupée 2005 de EKOS
sur les Premières nations

n=2206

Qualité des soins de santé

« Comment évaluez-vous la qualité générale des soins de santé disponibles présentement dans votre collectivité? Diriez-vous qu'elle est...? »



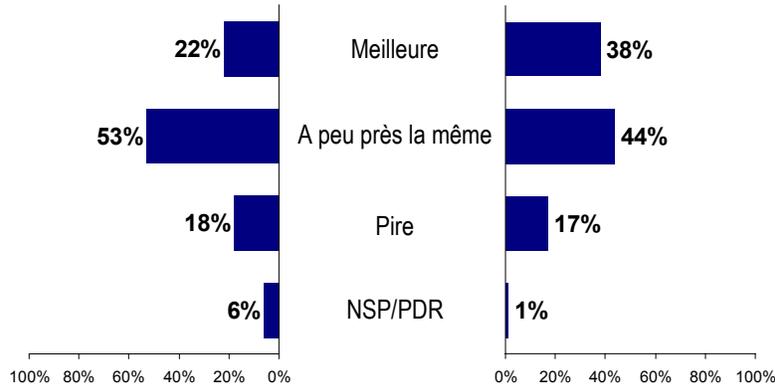
 Étude groupée 2005 de EKOS
sur les Premières nations

n=2206

Comparaison sur la qualité des soins de santé

« Dans l'ensemble, diriez-vous que la qualité des services de santé dans votre collectivité est meilleure, pire ou à peu près la même que dans les autres collectivités au Canada? »

« Et diriez-vous que la qualité des services de santé dans votre collectivité devient meilleure, pire ou reste à peu près la même que par le passé? »

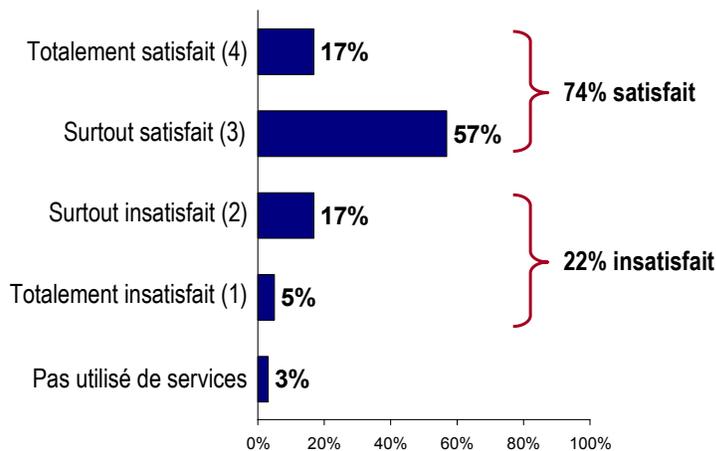


Étude groupée 2005 de EKOS sur les Premières nations

n=2206

Satisfaction au sujet des services de santé

« Dans quelle mesure êtes-vous satisfait personnellement de la qualité des services de santé que vous avez reçus au cours des 12 derniers mois? Êtes-vous...? »



Étude groupée 2005 de EKOS sur les Premières nations

n=2206

Études postsecondaires

Barrières générales aux études postsecondaires

« Le nombre de jeunes Autochtones qui étudient au collège ou à l'université est inférieur à ce qu'on trouve dans les autres populations au Canada.

Pourquoi, pensez-vous? »

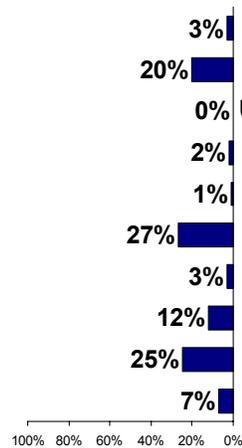


Réserves
déc. 2002

Seuls les items de 5% ou plus sont indiqués sur ce graphique

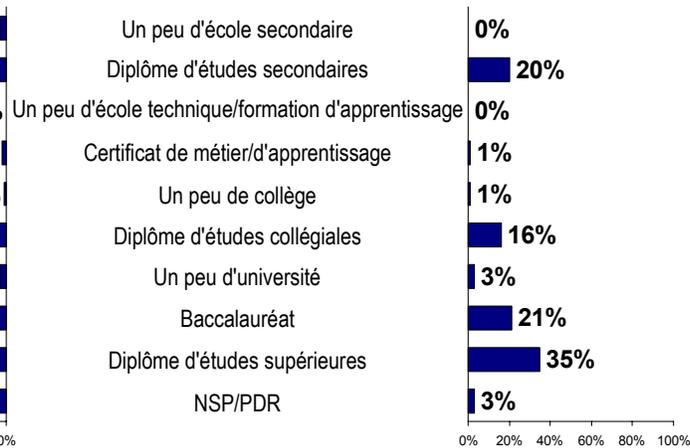
Aspirations scolaires

« Quel est le plus haut niveau de scolarité que vous espérez atteindre? »



n=562; jeunes

« Quel est le plus haut niveau de scolarité que vous espérez voir votre enfant atteindre? »



n=896; parents

Étude groupée 2005 de EKOS sur les Premières nations

Barrières aux études postsecondaires

« Dans quelle mesure êtes d'accord ou en désaccord avec les énoncés suivants? »

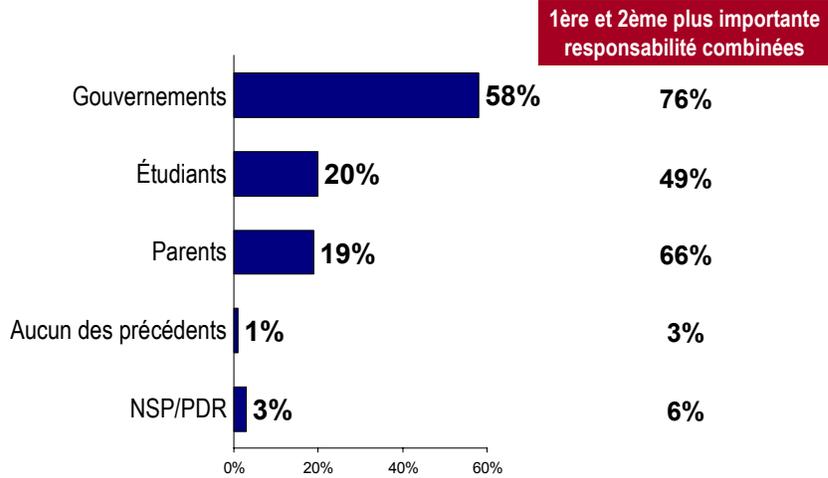


Étude groupée 2005 de EKOS sur les Premières nations

n=2206

Financement des études postsecondaires

« Lorsqu'il s'agit de payer les études postsecondaires, qui d'après vous DEVRAIT en avoir la responsabilité en premier lieu? Est-ce les...? »



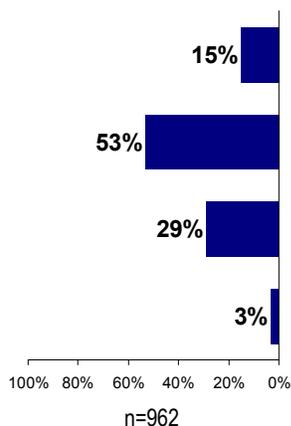
Étude groupée 2005 de EKOS
sur les Premières nations

n=2206

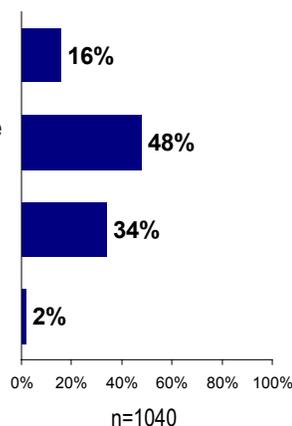
Crime et police

Crime sur les réserves

« A comparer à d'autres réserves des Premières nations, pensez-vous qu'il y a dans votre réserve plus de crimes, moins de crimes ou à peu près comme ailleurs? »



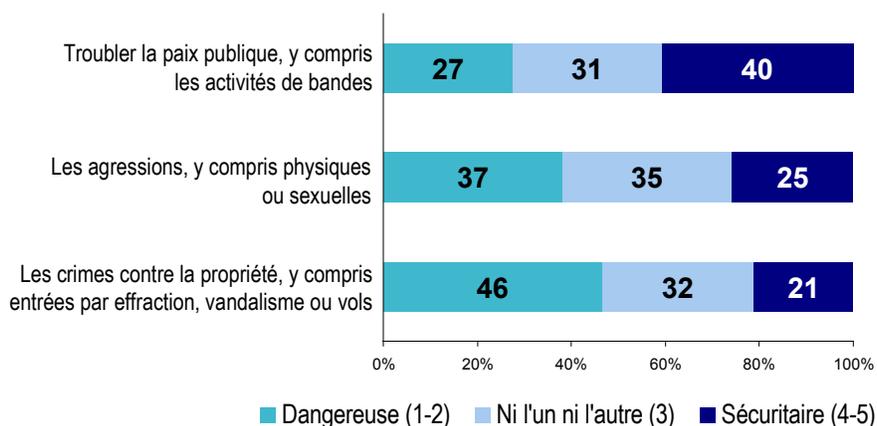
« A comparer à d'autres villes ou municipalités canadiennes, pensez-vous qu'il y a dans votre réserve plus de crimes, moins de crimes ou à peu près comme ailleurs? »



Étude groupée 2005 de EKOS sur les Premières nations

Sécurité sur les réserves

« Dans quelle mesure trouvez-vous que votre réserve est sécuritaire ou dangereuse dans les domaines suivants? »

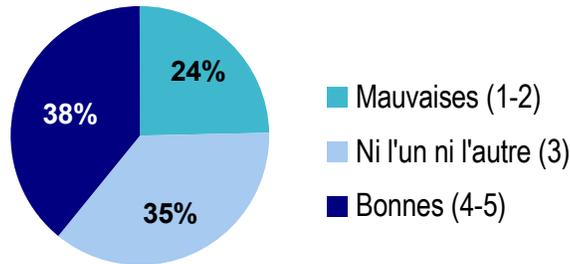


Étude groupée 2005 de EKOS sur les Premières nations

n=2002

Relations avec la police

« Comment évaluez-vous de façon générale les relations entre les gens de votre collectivité et la police? »

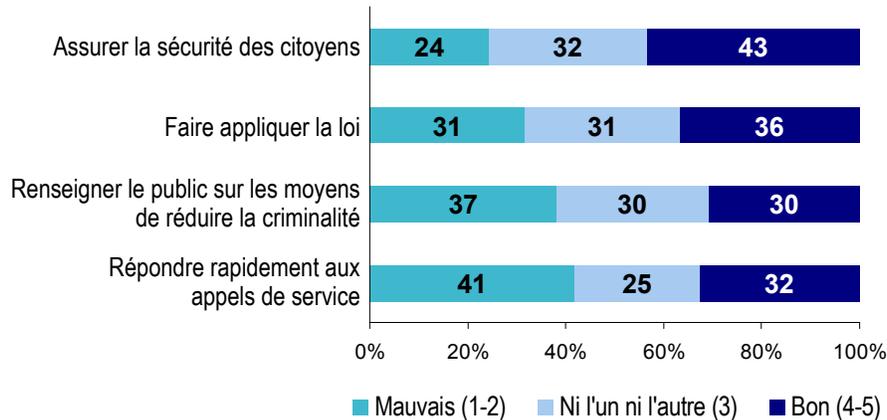


Étude groupée 2005 de EKOS
sur les Premières nations

n=2002

Rendement de la police

« Comment évaluez-vous le rendement de votre service de police local dans chacun des domaines suivants? »

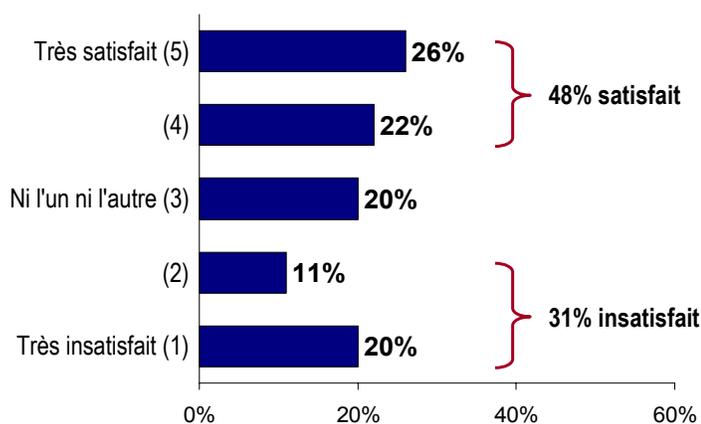


Étude groupée 2005 de EKOS
sur les Premières nations

n=2002

Satisfaction avec les services de police

« Dans quelle mesure avez-vous été satisfait du service reçu de la police lors de votre dernier contact? »



Étude groupée 2005 de EKOS
sur les Premières nations

n=973; ceux qui ont pris contact

Amélioration des services policiers

« Si vous aviez à nommer une chose qui pourrait améliorer le service offert par votre police locale, que diriez-vous? »



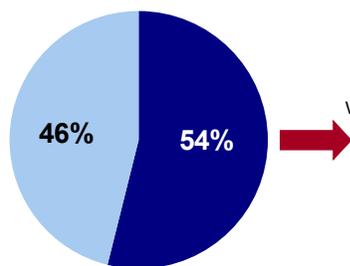
Étude groupée 2005 de EKOS
sur les Premières nations

n=2002

Information et communications

Internet

« Avez-vous utilisé Internet au cours des trois derniers mois? »



■ Oui ■ Non

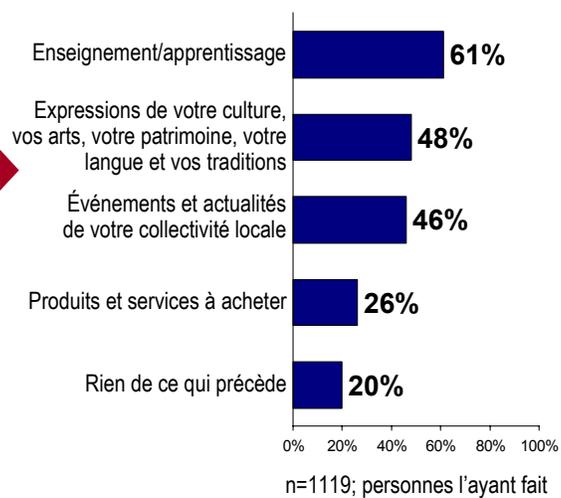
Jeunes
(n=507)

71% 29%

n=2002

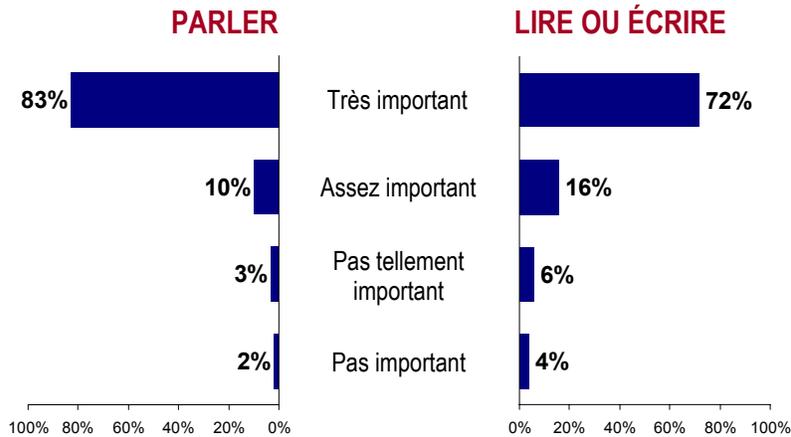
Étude groupée 2005 de EKOS
sur les Premières nations

« Consultez-vous des sites Web s'adressant aux personnes de votre culture, origine ethnique ou langue sur les sujets suivants? »



Connaissance orale et littéraire de la langue

« Si vous aviez la possibilité de conserver, d'apprendre ou de réapprendre votre langue autochtone, dans quelle mesure serait-il important pour vous de pouvoir... votre langue autochtone? »

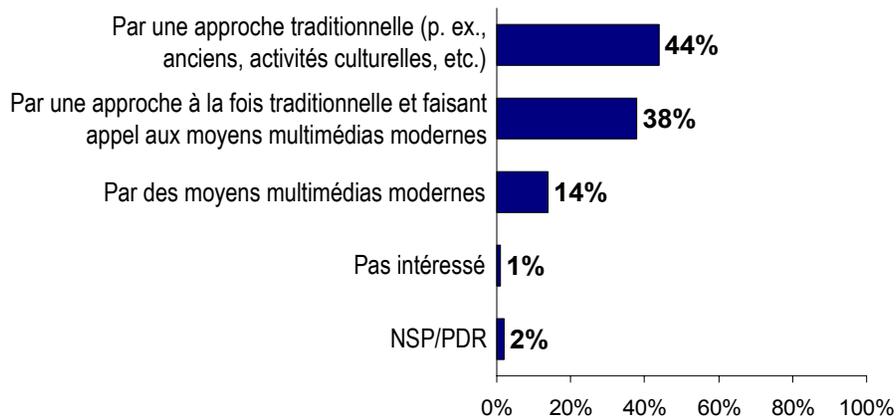


Étude groupée 2005 de EKOS sur les Premières nations

n=2002

Approches pour le maintien de la langue

« Si vous aviez la possibilité de conserver, d'apprendre ou de réapprendre votre langue autochtone, préféreriez-vous surtout le faire...? »



Étude groupée 2005 de EKOS sur les Premières nations

n=2002



Pour plus de renseignements :

Susan Galley, vice-présidente principale
sgalley@ekos.com

t: 613 235 7215



EKOS RESEARCH ASSOCIATES